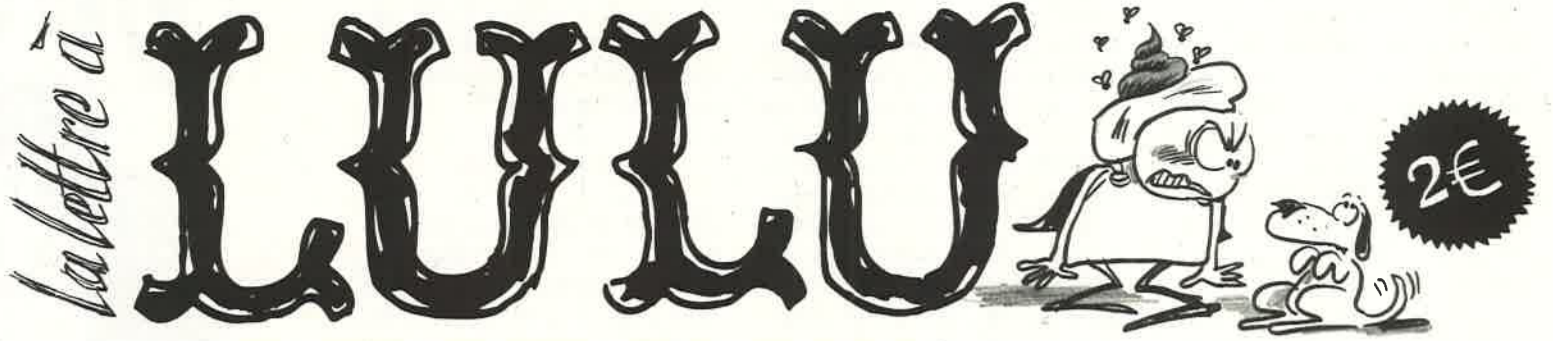


RACISME :
LE COUP
DU LOPIN

P. 5



«C'était bien là.» (Paul Louis Rossi)

Irrégulomadaire satirique n°46 - Novembre 2004

Punishment park
Le maire,
héros de l'aire



L'implantation d'une aire d'accueil des gens du voyage soulève un nouveau tollé, à Carquefou cette fois. Le centre médical voisin a fait donner tous les arguments médicaux possibles pour tenter de rejeter le projet de terrain que la commune doit établir, pour ne pas être plus longtemps hors la loi Besson. Une trentaine de malades au centre de réadaptation des Briords, 150 personnes prévues dans le campement des gens du voyage. Les toubibs mettent en avant la disproportion des deux populations et l'inévitable «*crainte des incidents*», si jamais il devait y avoir «*des contacts avec les gens du voyage*». Pour apaiser ses administrés, le maire de droite Claude Guillet a des arguments punitifs à la clé : «*L'aire d'accueil sera ouverte par la police municipale. Les papiers de la caravane seront gardés en mairie pendant la durée du séjour. Pas d'anonymat des personnes résidentes*»*. Il faudra régler un acompte pour l'eau et l'électricité et «*le terrain sera clos, éclairé et les ouvertures «entrée» et «sortie» munies d'un système de contrôle*» informatisé. Une annonce doublement idéale, tant pour rassurer les gadgélécteurs, séduits par le discours d'enfermement de ces indésirables à roulotte, que pour décourager les gens du voyage eux-mêmes, déjà dotés de carnets de circulation pour pister leurs allées et venues. Voilà mieux pour leurs escales : la police aux entrées, les papiers confisqués. Pourvu que ces voyageurs ne se constituent pas prisonniers avant l'ouverture du terrain, prévu en 2006. Faudrait les enterrer vivants, sous une bonne couche de barbelés.

Django Renard

* Presse-Océan, le 23 octobre 2004.

NOTAIRE :
L'INSOUTENABLE
LÉGÈRETÉ
DU MAÎTRE

P. 8

Tire-toi ou j'te kit

IKEA

on s'assoit dessus

Quand Ikea communique sur ses valeurs, expose le bonheur de ses salariés et étale son soutien aux gamins du tiers-monde qui marnent pour le premier vendeur de meuble de la planète, mieux vaut aller voir derrière. Ou en-dessous.

Ikea façonne l'esprit meuble. Esprit suédois, esprit maison. Esprit d'équipe, de famille. L'entreprise serait tellement vertueuse, exemplaire, formidable, généreuse, qu'on se demande s'il reste encore du temps de fourguer leurs meubles en kit. «*Nous voulons faire savoir qui on est, et ce qu'on fait*, claironne Christian Bonnard, le directeur du magasin ouvert il y a près de trois ans à Atlantis. *Par exemple nous avons créé une structure pour accueillir les écoles et leur expliquer ce qu'est Ikea*»*. Faut dire que depuis qu'un documentaire suédois a révélé le travail des enfants pakis-

tanais pour fournir des tapis moelleux aux joyeux consommateurs des pays nantis, la marque veut montrer une bobine avenante sur la question des marmots au boulot. D'où un partenariat intéressé avec l'Unicef, mais qui se limite à tenter d'«*aménager*» de quelques heures d'école le travail de ces gamins nouant les fils des tapis d'Orient pour que le gentil consommateur marche dessus. À Saint-Herblain comme dans les treize autres magasins en France, les vendeurs embauchés par Ikea ont une formation éclair à l'esprit maison, avec une vidéo où apparaissent ces mômes *Suite p.2* ▶

TEST D'EMBAUCHE CHEZ IKEA



Ikea : on s'assoit dessus

à leurs métiers à tisser. Avec le discours humanitaire du programme Unicef «qui n'empêche pas le travail des enfants, mais la scolarisation partielle doit permettre qu'ils ne travaillent plus, un jour», grince un salarié. Ne cherchez pas ici le panneau prévenant «fabriqué par des enfants, cet article est dix fois moins cher», le coût du panneau risquerait d'alourdir le prix de l'article en question. Le commerce équitable ? Trop cher. La multinationale, premier vendeur de meubles de la planète, se contente du bon vieux commerce étiquetable.

Hic et aleas

«On veut montrer qu'on peut équilibrer les performances commerciales et optimiser dans le même temps les ressources humaines en ayant un bon développement durable», dit le directeur. Un blabla à la mode qui est légèrement taclé par quelques détails.

Passons sur ce que le père fondateur de la firme, Ingvar Kamprad, a présenté comme une erreur de jeunesse : ses accointances avec le parti pro nazi suédois, révélées en Suède en 1994. «Au début j'ai été en

contact avec deux organisations nazies et peut-être en suis-je devenu membre. J'ai oublié. Cependant après deux meetings au pur style nazi, j'ai laissé tomber», a-t-il écrit pour regretter cette faute anticipée de marketing. Il a oublié, c'est normal, il est âgé. Mais selon les investigations suédoises, il aurait suivi les partisans d'extrême droite pendant près de huit ans, jusqu'à ses 25 ans. Passons aussi sur la polémique née l'été dernier en Suède sur la contradiction entre les valeurs de simplicité et d'économie prônées par le père fondateur et sa manière de planquer ses biens immobiliers et sa fortune. Il vit à Lausanne pour échapper au fisc de son pays, et a qualifié de «cabane de pêcheur» une confortable villa de 300 m² dans un domaine de 240 ha dans le nord suédois⁽²⁾. Et pour une biographie à sa gloire, il a négocié avec une journaliste l'escamotage d'une propriété viticole en Provence. Le standing n'était pas conforme au mythe. Dans un publi-rédactionnel⁽³⁾, le directeur d'Ikea Saint-Herblain se félicite de la politique de ressources humaines «très axée sur la simplicité, l'humilité et la solidarité». Toujours le credo du

fondateur. Le dirlo local ose même le concept d'un «modèle socialisant» d'une société qui «épanouit les gens»⁽⁴⁾.

Ne me kit pas

Au pays du sourire en kit, l'ambiance est apparemment au beau. Le tutoiement est obligatoire, tout comme le parcours pour les clients fléché au sol, sans possibilité de marche arrière, que certains visiteurs revêches s'obstinent à trouver «totalitaire». Que des grands mots. À Ikea, il faut choisir ses mots : «on peut parler mais jamais revendiquer», lâche l'un des 350 salariés, dont beaucoup de temps partiels forcés. Certains sont conviés à embaucher quelques heures avant pour boucher un trou. Refuser, c'est risquer d'être catalogué «n'a pas l'esprit d'équipe». D'autres se voient d'abord reprocher leur «incapacité personnelle à gérer leur stress», puis leur «manque d'esprit d'équipe». Et la docilité s'accorde avec un esprit de famille forcé qui s'apparente à une réactualisation du paternalisme. Un familialisme de façon

TUTOIEMENT OBLIGATOIRE CHEZ IKÉA



de, en somme. Les mauvais sujets sont découragés, plus souvent poussés à la démission que licenciés. Mais dans ce cas, ils sont reconduits illico à leur voiture après s'être entendu dire qu'ils étaient virés. «Et on lui paye ses deux mois de préavis à rester chez elle pour éviter la zizanie»⁽⁵⁾, explique Marylène Laure, déléguée CGT, ajoutant que les augmentations se font au mérite après un entretien où chacun doit réaffirmer son accord avec l'Ikea spirit. Le «turn-over du personnel très faible» revendiqué par le dirlo

est balayé par le dernier bilan social : 2003 a enregistré 41,6 % de turn-over, soit un bond de 28 % par rapport à 2002, l'année de l'ouverture. À Ikea, les meubles tiennent grâce à des chevilles ouvrières qui s'usent.

Ingmar Chandetapie

- (1) : Au pied de la tour n°123, octobre 2004, bulletin du Centre de communication de l'Ouest.
 (2) : Libération, 24 août 2004.
 (3) : Magazine municipal de Saint-Herblain n°48, septembre 2004.
 (4) : Ouest-France, le 21 février 2004.
 (5) : Ouest-France, 13 février 2004.

Macrobio

Ayrault le héros

La promo associe le produit. Pour le lancement du livre d'Alain Besson consacré à la biographie d'Ayrault*, les deux, l'auteur et le sujet, sont présents, à Paris ou à Nantes, pour la tournée triomphale de présentation du bouquin de 450 pages. Officiellement, ce n'est pas une bio autorisée, mais Ayrault en assure personnellement la promo affirmant que c'est «un travail sérieux, sans indulgence». Question marketing. Le Point a finalement damé le pion à L'Express qui voulait aussi la publication de bonnes feuilles, vantant en une ses «extraits exclusifs» réduits à trois petites pages, deux jours avant la sortie en librairie. Deux jours, ça vous scelle un destin de grand homme.



Jean-Marc Boléro

Chéri de ses dames

Une révélation. La plastique personnelle du député-maire séduirait son monde, surtout ses dames. Sauf peut-être les mères de familles étrangères, réfugiées à la maison des syndicats et livrées à la police au petit matin le 27 octobre sur ordre du maire, dans le plus pur style des rafles où la séduction du donneur d'ordre se dissipe un peu. «La plupart des femmes, y compris celles qui sont dans l'opposition, reconnaissent qu'il est beau», confie Alain Besson, son biographe. La chimie séductrice du physique expliquerait son succès politique. L'effet est désastreux : ça risque de rendre malade de jalousie tout l'électorat mâle hétéro. Son alchimie perso consisterait donc à pondérer son irrésistible aura de «séducteur» par un «charisme discret» de quasi huguenot. Voilà, vous savez tout. Le premier qui fait une blague sur les blonds de plus de cinquante ans est rien qu'un jaloux.

* «Jean Marc Ayrault, une ambition nantaise», par Alain Besson, Ed. Coiffard.

Grefte générale

Un bronze astiqué à la Briantine

En faisant réaliser une statue en bronze d'Aristide Briand, pour érection place du même nom, on triche un brin avec l'histoire. Il était petit de taille, portait même des talonnettes à ses godasses pour soigner son complexe, mais sa sculpture fera 2,20 m de haut. C'est un minimum pour un grand homme. Jadis historien du prolétariat version guerre des classes, aujourd'hui adjoint à la culture PS bon teint, Yannick Guin a demandé au sculpteur de représenter Briand jeune, du temps où il était un fervent partisan de la grève générale. Pourtant l'adjoint repentini veut retenir «l'homme de négociation et de compromis, celui du Cartel des gauches et de la Société des nations». En 1976, quand le même Yannick Guin publiait chez Maspéro «le Mouvement ouvrier nantais», très admiratif du syndicalisme d'action directe, le carriérisme d'Aristide Briand était alors vilipendé par l'historien qui écrivait : «Aussi l'arrivée de

Clemenceau à la présidence du Conseil, assisté de Briand et de Viviani, correspond à un changement de tactique : place à la corruption, place à la répression». Mais Guin semble avoir tourné la page. Briand est devenu un saint fondateur de l'ancêtre du PS avec Jaurès. C'est ça qui compte. Hélène Defrance, élue Lutte Ouvrière, expose au conseil municipal son impossible vénération d'un Aristide Briand participant à un gouvernement qui fait fusiller les ouvriers à Villeneuve-Saint-Georges. Et justement, cette répression sanglante, quatre morts et des centaines de bles-



sés, a été mémorisée par une affiche terrible de Jules Grandjouan en 1908, reproduite dans le journal municipal Nantes Passion lors de l'expo consacrée au dessinateur et affichiste. En exergue, Grandjouan avait inscrit une citation de 1899 de Briand, du temps où il n'avait pas renié sa défense des ouvriers : «Allez à la bataille avec des piques, des pioches, des pistolets, des fusils : loin de vous désapprouver, je me ferais un devoir, le cas échéant, de prendre une place dans vos rangs». Le tout au-dessus des coups de sabre sanglants des dragons, ancêtres des CRS. Yannick Guin rétorque que Briand n'était pas en charge du ministère de l'intérieur. Et que le fusilleur, c'est Clemenceau. Il est donc temps de débaptiser le lycée Clemenceau. Et si Briand est aussi couvert de sang, prévoir quelques pansements pour la statue.

Fernand Peutoulier

Quinququa nerveux

50 berges pour se faire battre

Adjoint et surveillant général à la culture, Yannick Guin vient de s'autoproclamer président du FLAPCA, le Front de libération des agrégées de plus de cinquante ans. Courroucé par la blague de Pierre Gralepois, le préposé au théâtre au Lieu unique, qui évoquait devant la presse un type de théâtre qui ne soit plus fait que pour «les vieilles copines agrégées de plus de 50 ans» (donc de sa génération), l'adjoint, qui ne rigole pas

avec l'humour, a fait un rectificatif public contrit, plus d'un mois après, lors d'une conférence de presse présentant ses chantiers culturels. Il a tenu à faire amende honorable pour ce «dérapiage verbal» de celui qu'il doit considérer comme un vague subalterne, sommé de déposer ces projets de blagues à son bureau, en triple exemplaire. «Je n'ai pas apprécié», à lâché Yannick Guinquagéné. Il faut se souvenir que ces femmes étaient

à la naissance du Lieu unique». On attend impatiemment la conférence de presse des dites copines agrégées. Il ne faut pas en vouloir à Yannick Guindé, dont la raideur professorale commence pourtant à agacer Ayrault. Il se laisse juste emporter par ses élans de quinquaféminisme. Constituons vite un comité de soutien aux profs de fac retraités de plus de 50 balais.

* Ouest-France, le 14 octobre 2004.

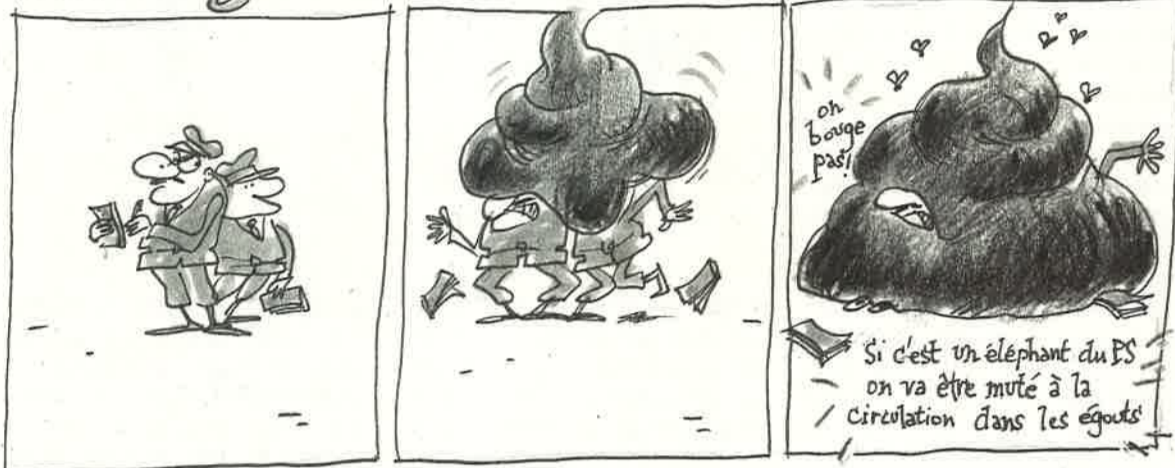
C'est du propre !

Plus qu'une cause nationale, ou même globale pensée localement, c'est une nouvelle obsession. La propreté du centre-ville va avec l'espoir de drainer plus de touristes à Nantes et de rassurer ses habitants. On nettoie donc avec le même acharnement les traîne-savates, les papiers gras et l'affichage sauvage. Depuis le printemps, un appareil répressif copieux a été instauré. Pour ne pas paraître trop méchant contre les associations (où se cachent forcément quelques

braves électeurs), on parle pudiquement de pourchasser d'abord l'affichage commercial. Mais franchement, à Nantes, à part les panneaux de pub et les panneaux vidéo Dauphin, où est la pollution massive d'affiches mercantiles ? On voit bien quelques affiches de concerts, voire quelques téléphones roses sur des palissades de chantier, mais bon, qui s'en plaint à part les ligues de vertu et les sourds anonymes frustrés de musique ? Tout PV pour une affiche illégale va de 38 à 750 euros, plus le

coût du nettoyage. Une crotte de chien, c'est 38 euros. On ignore si un coefficient multiplicateur est prévu en cas d'étron fragmenté, ou de déjection répétitive à deux mètres de distance. Le texte de l'arrêté du 7 octobre 2004 élude ce grave problème d'un risque de double peine, voire de sanction multiple pour un même chien. La consommation d'alcool dans une rue du centre-ville, c'est pareil, 38 euros, avec le même flou : c'est le tarif à la lampe, ou à la bouteille complète ?

La Brigade anti étron



C'est du proprio ! Alors ma crotte, on s'abandonne ?

En écrasant une merde de chien qui colle à sa semelle, on commet un vol. Car voyez-vous, «un propriétaire doit comprendre qu'il est aussi propriétaire de la crotte de son chien». C'est le conseiller municipal Vert Ronan Dantec qui a fait cette révélation juridique au dernier conseil municipal, à propos de la «lutte contre les déjections canines». Tout maître à son chien devra donc se trimballer avec les actes de propriété des étrons fumants. Un nouveau boulot en vue : notaire d'accompagnement pour la sortie pipi-caca du toutou.

Pipiroumes Gros tarif par tête de pipi

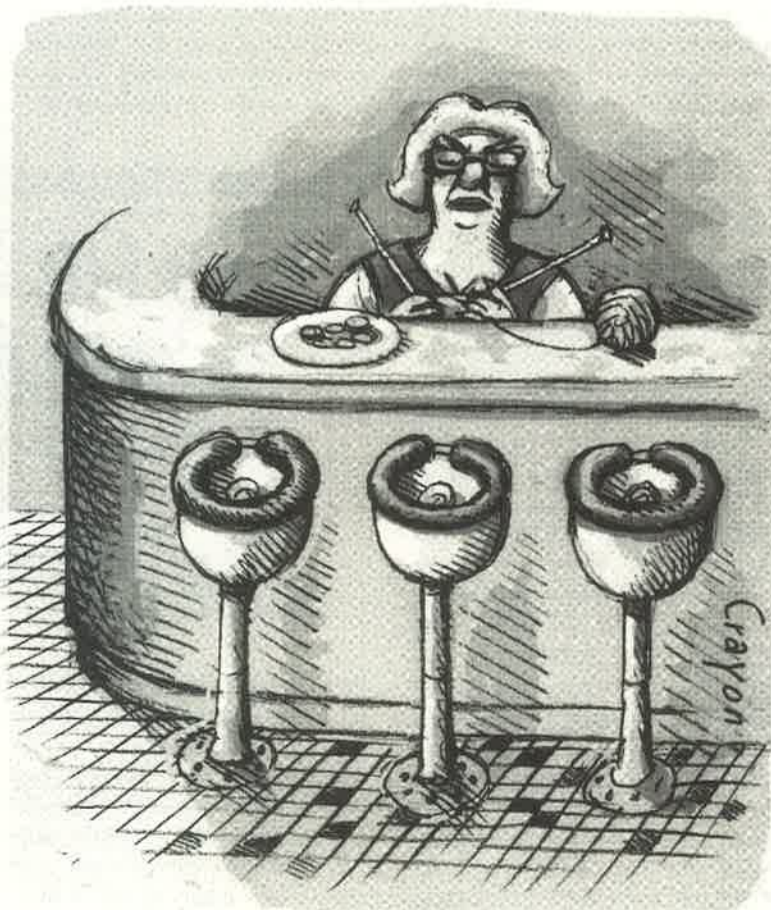
Cet été, le tarif exigé par la dame pipi de la gare SNCF nantaise est passé de 0,3 à 0,4 euro par petit besoin. Soit 33 % de hausse ! Les cuisses serrées, le peuple s'apprête à se révolter. La cité qui se targue d'accueillir le Forum des droits de l'homme traite plus mal l'homme que le chien dont le droit de pisser librement est garanti. En ville, les pissotières à péage coûtent six fois plus cher qu'elles rapportent*. Nantes loue 24 sanisettes payantes pour la modique somme de 383 372 euros par an.

À coups de pièces de 50 cents d'euros par miction, ces petits besoins n'ont rapporté que 35 604 euros de recette à la collectivité. La précédente reconduction de contrat avec Decaux remonte à 1997. Et c'est reparti jusqu'en 2011. Avec un tel déficit annuel, on pourrait facilement embaucher au SMI 150 dames pipi trimballant un seau et des cabinets mobiles, pliables, en toile, déployées au coin des rues. Ou lancer des programmes d'éducation pour que chacun apprenne à muscler sa vessie.

Abus de bus Dans la bonne direction

Un petit encart de 17 lignes, discret en milieu de page avec un titre riquiqui : «Nantes : grève à la Tan», samedi soir : «Dans un communiqué adressé à la rédaction d'Ouest-France, la direction ne précise ni les raisons de ce conflit, ni le nom des organisations syndicales qui appellent à la grève». On n'en saura pas plus. Ni le pourquoi, ni le comment. Lundi pas plus de bilan dans le journal. Version service minimal, l'entrefilet s'arrête aux silences de la direction de la Tan. Ça doit être ça, l'info bien dirigée.

* Ouest-France, le 25 septembre 2004. En fait, la grève, à l'appel de la CGT, pour les conditions de travail et les salaires, a paralysé 100 % du service de nuit du samedi après 23h30, jusqu'à 3h du mat.



Rien à signaler

Non mais faut pas décoller !

Sur l'affiche collée en octobre à Nantes, Simone Veil (survivante du camp d'extermination d'Auschwitz) serre la pogne d'Adolf fort heureux de lui sortir : «Bienvenue au club !». Le slogan «Déjà six millions de victimes», émane d'un collectif «30 ans, ça suffit», élargi aux plus étroits des activistes de l'extrême-bénitier. Ça a dû chauffer longtemps chez les «créatifs d'extrême droite» (il y a de ces mots comme ça qui ont du mal à voisiner !) pour accoucher d'une telle ignominie, remise en cause de la liberté d'avortement, banalisation de la Shoah et Simone Veil trainée dans la boue. Après être passé deux semaines durant devant l'affiche, la rage me saisit. Appel à la mairie. En bon naïf, je balance tout, anti-sémitisme, révisionnisme ; le grand jeu quoi. Réponse du planton : «Ah ! Heu... Oui mais, ces affiches, elles sont à des endroits autorisés ou pas ?» Quel service avertir ? Quel élu joindre ? Insensible à la démocratie directe, mon interlocuteur ne voit pas ce que les élus ont à voir là-dedans : «Oui mais... vos affiches ? À un endroit autorisé ou pas ?» Il finira par concéder un signalement au service de nettoyage. A Waldeck Rousseau, la jeune femme à l'accueil suggère : «Vous pouvez peut-être voir avec les associations spécialisées pour ça ?» Porter plainte ? «Bof ! Je sais pas si vous pouvez...» Visiblement, je l'emmerde. Faut dire qu'aujourd'hui c'est le match Nantes-PSG. Il y a plus important ! (dans quelques

heures, un flic bourré va en flinguer un autre, ici, dans ces mêmes murs. Faut préparer les bouteilles). Après en avoir référé par téléphone à un supérieur, la miss me renvoie à mon commissariat de quartier. J'y vais : c'est l'heure de la sieste. Je résume ma démarche. Un policier, perspicace, laisse tomber : «on a l'impression que tout le monde s'en fout...» Royal, il m'accorde quelques lignes sur la main courante. Lundi, direction le Jardin des Plantes. Bureau des gars de l'entretien. Après tout, la fameuse affiche est collée sur les murs d'enceinte et sur une poubelle à l'entrée. Le gars est désolé : «Vous savez, nous on embauche, il fait nuit et quand on finit, il fait à nouveau nuit.» Il y a peut-être aussi un peu de brouillard, pour rester dans le ton, je suggère en douceur. La technique dite du papotage. Le gars me parle du match samedi soir, du flic qui pissait en public, directement de l'arrière du fourgon... Les choses de la vie, quoi. Et puis : «C'est pas les extrémistes qui posent des problèmes ici... C'est plutôt les... Enfin vous voyez ? D'ailleurs, y'en a pas ici. Mais si on les traite de pédés, on se prend un procès maintenant !» Finalement, bien brave, il me laisse appeler la Communauté Urbaine, à partir de son poste. Ce sont eux «qui ont la compétence». Là, pas de problème, on acquiesce, on opine, on pige et on veut me refiler le numéro d'un bureau de quartier. Hé ho ! Les bleus me l'ont faite celle-là !

Onc' Pim

C'est vrai quoi à la fin. Le sociologue Julien Damon propose un système où les bistrotiers toucheraient des subventions en échange d'un accès libre à leurs toilettes. Bref, une sorte de délégation de service public**. Allons, monsieur Ayrault, un peu d'audace, fai-

sons de Nantes la ville de l'avant-garde du petit besoin ! Après les vespasiennes, les ayraultinettes, ça serait pas classe ?

* Ouest-France, le 3 septembre 2004

** Libération, le 24 novembre 2003.

Patapouf Pachydermatologie

Le PS est le seul parti à avoir son élevage d'éléphants. Un cheptel bientôt repeuplé par un éléphant mécanique au bout de l'île de Nantes. En mai 2003, un éléphant local, Frédéric Vasse, avait évoqué sa passion pachydermique : «Savez-vous que les éléphants savent communiquer entre eux à plusieurs dizaines, voire centaines de kilomètres, simplement en martelant le sol avec le pied ? Par exemple pour s'avertir d'un danger ou de l'arrivée de la pluie. Et bien, je vous invite, je vous invite à taper des pieds pour avertir la Droite d'un vrai danger : celui du retour d'un grand Parti Socialiste !»* Faut espérer que l'éléphant métallique conçu par l'architecte du Royal François Delarozière saura prévenir dare-dare les socialistes de New-York si une mauvaise pluie mouille Jean-Marc Ayrault.

* Lors du congrès fédéral du 10 mai 2003 à Bouguenais. Cité par le site www.ps44.com

Sex in the city

Un café, un strip tease et l'addition

Pour atténuer le traumatisme du déménagement dans le nouvel immeuble de la Communauté Urbaine, le service communication s'est fendu d'un petit cadeau aux 400 agents : un genre de mini-guide du Petit Futé distillant les bonnes adresses du quartier. À la rubrique «Que faire de sa RTT», à l'alinéa «détente», on lit les adresses des bars à strip-tease du coin, et des bars à hôtesses à vitrines aveugles, où du haut de son tabouret, la tenancière sexy s'échinera à assécher un treizième mois d'agent administratif premier échelon.

Intaulérable

Condamnation ferme ou avec survie

Y'a du monde dans l'gnouf. L'expertise sur la surpopulation à la maison d'arrêt de Nantes a quand même trouvé un mètre carré et des poussières pour que chaque taulard puisse bouger un demi-bras.

C'était gros comme une maison d'arrêt : on a réussi à écœurer l'expert. Commis par le tribunal administratif, Alain Taveneau, architecte dans le civil, a emmené son double mètre et son calepin dans la maison d'arrêt nantaise. Six détenus avaient mis en cause la promiscuité en cellule. Ces ingrats veulent faire condamner l'État français, pour non respect de ses propres règles d'hygiène et de salubrité. Ces détenus, maltraités en tant qu'usagers d'un service public, pourraient attaquer l'État en justice.

On ne sait où il a pêché pareil concept, mais l'expert n'a pas pu s'empêcher de parler d'être humain : «La mission de l'expert est limitée à une description des faits. Cependant, dans certaines circonstances particulières, se taire est une lâcheté. Je dois donc exprimer mon opinion, au nom de l'éthique : l'encellulement

forcé de six personnes dans des cellules de moins de 20 m² est révoltant et indigne». Il ajoute que «la promiscuité excessive pourrait être une torture invisible produisant des déstructurations encore plus profondes du psychisme». Et à propos de la privation de travail dans la prison pour ceux qui attendent des procès d'assises : «dès qu'un être humain a un rôle à jouer, sa vie s'éclaire». Voilà une idée pour économiser les ampoules des cellules.

Mètre ou ne pas mètre carré

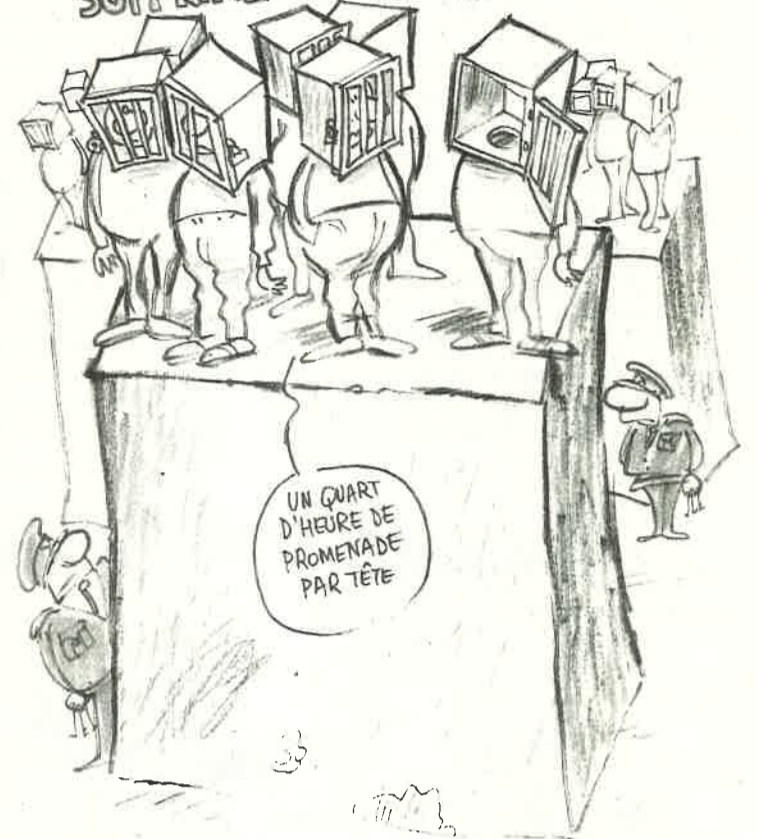
La taule déclenche son tollé. Il a mesuré l'espace disponible pour se mouvoir, une fois décomptée la place prise par les deux lits, souvent à trois niveaux depuis octobre 2003, le chiotte et le mobilier. Dans une des cellules étudiées, il reste pour marcher 1,19 m² par détenu. «Nous n'avons pas connaissance, dans nos sociétés modernes, d'espaces de vie aussi réduits», hormis les refuges de haute montagne, les cabines de voilier ou de sous-marins, et encore, on y est volontaire. Passons sur «l'air insuffisant» et le «confinement malsain». Les taulards n'ont qu'à s'entraîner à l'apnée. Ici, on entasse entre 340 et 420 détenus, et jusqu'à 40 dormant sur un matelas par terre. En fait,

la prison a été conçue à la fin du XIX^{ème} siècle pour deux détenus par cellule. Il y a 20 ans, ils étaient quatre. Et aujourd'hui sept, avec deux lits triples et un matelas au sol («une indignité, envisagée comme presque normale par la direction de l'établissement»). Insensibles à cette évolution, les murs, eux, ne se sont pas dilatés d'un centimètre. «Les troubles du sommeil sont quasiment constants pour une majorité de détenus en raison du bruit et de la promiscuité», note le toubib de la maison. L'intimité du chiotte, qui n'est séparé des regards que par une simple paroi, fait subir odeurs et bruits à tous les autres compagnons de cellule. Certains s'en rendent malades, se constipant volontairement pour éviter l'humiliation. «Des toilettes fermées et convenablement ventilées doivent être en 2004, une exigence minimale due à tout être humain», écrit l'expert.

Surbooking

La surpopulation rend impossible de protéger les jeunes ou même de séparer condamnés, prévenus et détenus soumis à la contrainte par corps, premières peines et récidivistes. Sans parler des fumeurs et non-fumeurs. Les attentes avant un parloir, sont aussi longues que le temps passé dans ce parloir. La peur de

PRISONS BONDÉES: LA SOLUTION LA CELLULE INDIVIDUELLE SUPPRIME LES MURS



se faire racketter et de se faire casser la gueule mène des détenus à se priver de promenade. La surpopulation réduit tout, la fréquence des parloirs, les accès de chacun à la salle de sport, les possibilités de travailler. Ceux qui bossent ne risquent pourtant pas de payer l'impôt sur la fortune. Pour deux à trois jours par semaine à étiqueter des flacons, faire du conditionnement ou du pliage 6 à 7h30 par jour, on peut, payé à la pièce, glaner 100 euros les meilleurs mois. Et la réparation aux victimes est déduite à la source.

Autre effet du surbooking : le

service de probation et d'insertion pénitentiaire n'a pas le temps de traiter les dossiers. Au centre pénitentiaire, le patron du service ne respecte plus la loi : il ne fait plus de demande de CMU, la couverture médicale universelle. Ceux qui ont besoin de soins, particulièrement aux dents, ne peuvent plus se faire soigner. Pour humaniser ces cellules bondées, il faudrait accroître le volume disponible à chaque taulard. Suffirait de glisser sous la porte un bon mètre cube d'air comprimé.

François-Régis Bastille



Essuie glace à deux boules Signe balance, ascendant mouchard

Les gendarmes en bermuda sont formidables. L'été dernier, à La Bernerie, les pandores glissent des papillons sur les pare-brise des bagnoles indiquant : «votre véhicule est resté ouvert. Ne tentez pas les voleurs», avec tout un inventaire de réflexes sécuritaires : «Signalez les comportements suspects (par ex. : déménagements en l'absence des occupants du logement). Notez les numéros d'immatriculation des véhicules paraissant suspects. N'hésitez jamais à contacter la gendarmerie si quelque chose d'inhabituel survient». Supplémentaire de la gendarmerie, en voilà un loisir estival. Pour repérer un suspect, facile. C'est tout le monde, sauf les types en uniforme de pandores. Pour vous entraîner, commencez par vous dénoncer vous-même. On a toujours quelque chose à se reprocher. Par exemple de ne pas s'être dénoncé plutôt.



LA REPRODUCTION IN VITRO N'A PAS FAIT SES PREUVES

Paranomalie

Manque de flics après la virgule

1,89 c'est bien. 2,69 c'est mieux.

À la rentrée, l'agglomération nantaise a accueilli 140 policiers et gendarmes supplémentaires. Mais c'est rien par rapport à ce qu'il manquerait encore. 100 selon la police, 150 selon les organisateurs ! Ce flou du décompte de képis illustrerait un sous-fliquage chronique de Nantes. Mais le déficit de forces de l'ordre varie selon les syndicats. FO dit qu'il manque 150 flics, Alliance se contente d'une centaine «à Nantes pour répondre aux références nationales du ratio police-population». Avec 801 agents et gradés police nationale (sans compter les flics municipaux), ça fait 1,89 policier par habitant. FO police revendique 2,69 flics par tête de pipe. Selon un audit national dont on ne sait rien ni l'origine ni les critères de classement, la Loire-Inférieure se range en «93^e position sur 96 des départements les moins armés pour lutter contre la délinquance». Une manière de voir qui suppose que même le mieux classé n'est que le moins mal armé contre les bandits de petit chemin. Pourvu que les palmarès des villes où il fait bon

vivre ne répercutent pas ce funeste palmarès. Sauf pour les magazines ayant les brigands comme cœur de cible. Les peurs des syndicats sont totalement contredites par les autorités judiciaires policières et politiques qui se congratulent de la

défendre l'embauche de leur congénères. Emporté par son élan, l'article cite le syndicaliste policier qui s'inquiète même du «devenir du vétuste hôtel de ville qui se délabre de jour en jour». Voilà la maison du peuple confondue avec un



baisse de la délinquance en 2003 en résignant un Contrat Local de Sécurité qui aurait fait baisser de 10 % les cambriolages, vols de voitures ou dans les voitures. La parano est une valeur sûre dans les rues, que les policiers trouvent peu sûres pour

vulgaire commissariat central. Commissaire divisionnaire Ayrault, ne dites pas à vos petits enfants que vous êtes argousin en chef, ils vous croient prince de la ville.

Arsène Lapin

* Presse-Océan, le 7 septembre 2004.

Balnéaire de rien C'est du dernier gris

Faut se méfier de l'ombre des policiers. Elle vous saute dessus sans crier gare.

Le retraité de 64 piges se souviendra de son 7 août à La Baule. Sortant placidement ses trois chats, il est ceinturé par trois flics saute-dessus. Sans une explication. Tout ça devant sa villa, menotté après avoir pris un coup de poing dans l'œil, embarqué sans ménagement au commissariat. Prévenus de la présence d'un rôdeur, les flics se sont en fait trompés de client*. Et faute de mieux, ont signifié au papy qu'il était en infraction pour ivresse manifeste sur la voie publique. Sans prise de sang ni ballon soufflé. Il a dû cuver son infortune, placé sept heures en cellule de dégrèvement, relâché à 5h30 du mat le lendemain, le visage tuméfié. Pour arranger le coup, on lui a remis un aveu de bavure molle, un modèle de lettre à renvoyer signée, où il aurait reconnu lui-même : « dans la mesure où les raisons qui ont conduit à mon interpellation résultent d'un quiproquo (suspicion d'agression et non pas ivresse sur la voie publique) et que les éléments constitutifs de l'infraction d'ivresse publique et manifeste n'étaient pas réunis, je sollicite de votre bienveillance un classement de l'infraction qui m'est reprochée ». Il aurait presque fallu qu'il s'excuse d'avoir provoqué la police en promenant ses minous. Négligeant ce minable arrangement, il a écrit une lettre de vive protestation au procureur, qui n'a toujours pas classé les poursuites. Si les flics se mettent à l'ivresse imaginaire, on va pas rigoler aux pots des commissariats.

* Le Monde, le 1^{er} septembre 2004.

Jolies menottes des enfants Effort de traçabilité du gniard

La plage, c'est bien joli, mais avec les mômes qui courent partout et se perdent sous les châteaux de sable, on passe un été stressé à les chercher partout. Miracle, la mairie de La Baule a une trouvaille pour faciliter les retrouvailles : « 3600 bracelets de sécurité » distribués gratuits dans les postes de secours par les CRS en maillots de bain. « On y inscrit le prénom de l'enfant, le numéro de téléphone des parents au feutre indélébile, et le tour est joué », explique l'adjoint au maire Yvon Brasselet*, le bien nommé. Les mômes, même les bourges, il faut les habituer dès le plus jeune âge à ce petit avant-goût du bracelet des prisonniers en liberté surveillée.

* Presse-Océan, le 20 juillet 2004.

Zeuros est arrivé Richards dans le besoin

On ne prête qu'aux riches. Le dernier Conseil municipal de Nantes a octroyé une subvention de 500 euros au Bureau des Arts d'Audencia, et de 300 euros aux Chevaliers Bretvins. Précision : les premiers sont des étudiants en Sup de co dont les parents payent 18 300 euros pour les trois ans de scolarité, et les seconds sont des notables qui font des gueuletons au muscadet déguisés en costumes ridicules. Rien que des miséreux. À vot' bon cœur.

La vie duraille

Le coup du lopin

Employée de mairie, femme seule avec son bébé, cette maman est noire. Mairie et société des chemins de fer la voient comme un point noir, et n'ont trouvé qu'un terrain d'entente : l'éviction.

Ici, à Doulon, sur ces terrains dépendants du domaine public de la SNCF, il y a des jardins ouvriers où d'anciens cheminots binent poireaux et bichonnent patates. Et des familles installées tant bien que mal, dans des baraquements aménagés au fil des ans, dans des caravanes, des extensions sauvages dont personne ne s'est soucié. Autour, cabanes et remblais ont pris racine. L'eau, l'électricité sont branchées depuis des lustres. L'administration ferme les yeux.

C'est là que Sonia Looten est arrivée, en décembre 2002. Pendant cinq mois, elle défriche le terrain qu'on lui a attribué. Sa présence déplaît à l'entourage direct qui lui signifie nettement qu'elle devra partir. Gênée aux entourures, la SNCF résilie d'autorité le contrat de bail, et lui rembourse une année complète de loyer, alors qu'elle n'est pas là depuis cinq mois. Elle s'installe un peu plus loin sur un nouveau lopin, avec toutes les autorisations, achète une caravane, installe un chalet après déclaration de travaux en mairie, obtient de la SNCF le droit de brancher un compteur électrique et un compteur d'eau tout ce qu'il y a d'officiel, paye la taxe d'habitation. Son adresse est connue de toutes les administrations, mairie (son employeur), CAF, sécu, impôts. Auxiliaire à la mairie de Nantes depuis 4 ans, la jeune femme de 27 ans, née et adoptée au Zaïre, arrivée en France à l'âge de 7 ans, vient d'être

titularisée comme agent d'entretien aux espaces verts. Juste avant son accouchement d'un enfant prématuré de deux mois. Devenue paria de proximité, elle a tout entendu. « Sale Noire », « Retourne d'où tu viens ! », des gestes obscènes, et même « Tu mérites un balte dans la tête ». La famille voisine dément avoir dit ça, mais lâche en parlant de Sonia et d'Antony Gérard, un ami qui a fait les démarches pour le terrain et l'accompagne depuis dans sa résistance : « C'est pas des

la SPA. Les quatre chiens seraient maltraités, affamés. Deux bénévoles de la SPA se déplacent pour rien. Les poules et les chats vont aussi très bien, merci.

En mai 2003, la R5 de sa voisine lui fonce dessus, la rate, revient. Sonia recule au dernier moment. La plainte pour tentative d'homicide est classée un an plus tard, mais le clan voisin écope d'un rappel de la loi qui les a calmés depuis. Des deux côtés des haies, chacun admet que depuis cet incident, le calme est revenu.

l'expulsion de Sonia, sans tenter une médiation : « c'est trop tendu entre eux ». Pourtant, depuis la plainte pour homicide à coups de pare-choc et le rappel à l'ordre du procureur, la tension est tombée. Interrogés par Lulu, SNCF et mairie se renvoient la patate chaude. Cherchant la petite bête, prétendent qu'il y a eu de fausses déclarations. S'accrochent à l'utilisation non conforme du terrain, qui ne devrait être qu'un potager, pas une résidence permanente, admettant du bout des lèvres que le reproche pourrait cibler bien des occupants des parcelles alentour. Michel Py, qui gère ce patrimoine ferroviaire, reconnaît que d'autres habitent illégalement, dans des maisons sans permis de construire, que « ça échappe à son contrôle » et que « la Ville de Nantes ferme les yeux tant que ça ne pose pas problème ». Il a donc demandé à la jeune femme et à son bébé de vider les lieux le 30 septembre. Sans succès. Pour aller jusqu'à l'expulsion, il faut une décision de justice. « Il y a peut-être un racisme latent, je ne cherche pas à savoir qui a tort, qui a raison. Si l'occupation génère un problème, on règle le problème en rappelant que l'installation n'est pas conforme à un usage de culture. Je regrette qu'on en arrive là. C'est un peu bourrin ». Un vrai titre de polar : un bourrin dans le jardin du chemin de fer.

Arsène Lopin

LE RACISME RINGARD



humains, c'est des démons ! ». Sans qu'on sache vraiment ce qu'ils leur reprochent. Un jour, un des frères du clan déboule, prétend qu'il est avocat, insinue des menaces : « Ton chalet est en bois ; ça brûle... ». Il se montre très menaçant. Pour le faire sortir, Sonia empoigne une hache, Antony un marteau. Un appel anonyme la dénonce à

La SNCF a pris pourtant parti pour le clan des voisins. Faisant mine de n'avoir jamais été mise au courant des installations, elle demande instamment que tout soit démonté, dégage, chalet, boîte aux lettres, compteurs, chiens, chats. Prenant le même parti, la mairesse adjointe de Doulon, Catherine Touchefeu, demande

Mur réflexion

L'agent n'a pas d'odeur

Fatiha habite dans un logement un peu moisi. Quand elle a loué ce une pièce-cuisine en rez-de-chaussée rue des Roses, les papiers peints sont tout frais posés, et les odeurs d'eau de javel masquent des remugles plus nauséabonds qui ne tardent pas à réenvahir la pièce. Les murs sont bullés d'humidité et de taches de moisissure noirâtre. Pour les travaux d'assainissement, le proprio ne veut rien savoir. Quand Fatiha requiert un contrôle des inspecteurs municipaux de la salubrité publique, tout se passe normalement la première fois, le rapport des agents contraignant le proprio à faire des travaux d'urgence. Mais seule une petite part sera exécutée, et l'humidité demeure. Fatiha

demande un second contrôle. Là, le ton change : « Je ne sais pas si ce sont des infiltrations extérieures ou votre façon de vivre, dit un inspecteur. Dans mon métier, je rencontre des Africains, des Arabes. Ils vivent à dix dans une pièce, calfeutrent toutes les bouches d'aération et cuisinent à la vapeur : ça provoque une condensation énorme. D'où le problème que vous avez ». Ebahie par tant d'insanités, Fatiha fait remarquer qu'elle est en France depuis 40 ans, qu'elle vit ici seule avec sa fille, et que si elle cuisinait ainsi, tous les murs seraient imbibés. Or l'humidité se concentre près de la fenêtre. « Je ne suis pas là pour voir comment vous vivez », lâche le fonctionnaire, la prenant de haut. Fatiha, qui n'est pas du genre à jeter l'agent par

LES ENFANTS DE RACISTES SOUFFRENT



les fenêtres, a porté plainte pour propos racistes. L'affaire a été classée sans suite. La justice n'est pas là pour voir

comme se font les cours de salubrité publique au faciès et à domicile.

Arsène Papiépin

Semis remarque

Qu'elle était verve, ma vallée

Le lyrisme se tartine partout, même dans le très austère *Moniteur**, habituellement plus porté sur la poésie brute des stricts travaux publics. Commentant le projet de coulée verte dans le quartier Bottière Chénaie, à Nantes, le journal des bétépistes se laisse aller le long de « cette Chézine plus tenue dont le val court la campagne dans une longue séquence paysagère », avant de décrire le quartier en question : « Des murs de pierre soulignent l'ancien parcellaire agricole, dessinant des enclos livrés aux herbes folles. Quelques réservoirs rouillés montés sur pylônes dominent une scène désertée, à l'exception d'un semis de caravanes planté en marge ». C'est les gens du voyage qui vont être contents d'apprendre que leurs roulottes sont en culture, par la seule magie du verbe d'un journaliste en verve.

* 18 juin 2004.

La croisière s'amuse

Un baptême du feu noyé d'apéros

L'APGIS est bien ordonné. L'APGIS, alias Association des présidents de service incendie et de secours, a tenu son congrès pendant trois jours en Haute-Corse, le pays où jamais rien ne flambe. Pour la Loire Inférieure, les contribuables ont offert du bon temps au nouveau président PS du conseil d'administration, Philippe Grosvallet, qui admet que «vu les conditions inappropriées de ce congrès», il a tenu à une présence «la plus sobre possible». Il y est donc allé seul. Le centre de secours du Département a payé déplacement, couchette à bord et frais de bouche : «200 euros» selon Philippe Grosvallet. L'UMP Jean-Raymond Audion, vice-président du SDIS a aussi été du congrès, mais il a tout payé sur ses deniers, pour l'opportunité des contacts politiques entre vin rosé corse et saucisson de montagne. «Trois jours de congrès pour trois heures et demi de débats, c'est honteux», dit-il pourtant à Lulu. Les 13, 14 et 15 octobre, ces élus aux pompiers du Conseil général ont souffert. Arrivée à Nice, embarquement



sur un ferry affrété rien que pour eux, croisière, apéro, buffet, temps libre et dîner à bord le premier jour, malheureusement encombré d'un facultatif «atelier de restitution d'une enquête financière 2004». Le lendemain, matinée plombée par deux heures et demie d'assem-

blée générale et de conseil d'administration. Tout le reste aura été plus humain ; excursion en mer, jusqu'à Scandola classé au patrimoine de l'Unesco, apéros, dîner de prestige, soirée à bord, visite de Bastia à l'escale, et temps libre à gogo. Comment on dit y'a pas l'feu en corse ?

Pris de cours Saint-André, payez pour nous

Avant que l'on ne creuse un parking sous l'actuel cours Saint-André, histoire de faire casquer l'innocent automobiliste qui sottement s'aventure en centre-ville, profitez dès maintenant de la gratuité du stationnement sur le cours sus-nommé. Cette gratuité qui ne se claironne pas est pourtant effective puisque la municipalité, toujours prompte à vachalaitiser l'auto, n'envoie plus ses sbires contraventionner dans le secteur. Explication : en fait, le marquage au sol n'existe que pour les places sises au centre du parking. Mais sous les arbres, pas de tag officiel «parking payant». Bref, à deux mètres de distance, l'un paye, l'autre pas. Une inégalité dénoncée par l'un et pas par l'autre. Allez, circulez !

Catéter Dieu pathogène

Attention, Dieu rend malade. Le 20 octobre, lors d'un rassemblement d'enfants de 8 à 11 ans à la gloire du catéchisme, à la Beaujoire, trois marmots ont été pris de malaise, et un admis à l'hôpital pour une cause inconnue. Comme quoi «l'érosion» des ouailles que reconnaît Mgr. Soubrier à ce meeting, «la baisse significative et la rupture accélérée entre les jeunes générations et l'Église», tout ça est de salubrité publique. Le caté, faut éviter. Catégoriquement.

Polo chic Sous le haut du pavé, la plage

Conscient de l'image désastreuse d'une station de pue-la-sueur, de congés payés et de traine-misère au soleil, le maire de La Baule Yves Métaireau rectifie : «Style décontracté, sportif, avec une pointe de chic... Le polo Ralph Lauren, c'est exactement l'image de La Baule» confie-t-il au nouveau mensuel gratuit La Baule + qui rend hommage sur 16 pages aux commerçants et à leurs encarts de pub. Il enchaîne quelques poncifs comme «tout ce qui est rare est cher et l'immobilier va effectivement prendre de la valeur» ou «l'exonération sur le revenu concerne bien entendu ceux qui paient des impôts». Bien entendu. À propos des villas : «Évidemment, ces habitations sont destinées à ceux qui peuvent se permettre de les acheter et les rénover». Évidemment. Et ça continue : «Il vaut mieux faire envie que pitié. La politique de mon opposi-

tion, c'est plutôt de faire pitié que de faire envie». Et vlan. Prends toujours ce râteau ! Et le maire ajoute, sans état d'âme : «Cette situation contribue peut-être à repousser certains jeunes ménages vers les communes voisines». Dehors les minables qui échappent à l'impôt sur la fortune. Avec le cynisme chic qui convient aux gens stylés. Même condescendance en regardant Pornichet et sa mairie socialiste rose pâle, traités de vulgaire «satellite d'une ville industrielle», (Saint-Nazaire) «banlieue chic de la Basse-Loire industrielle», qui plus est plombée par «une implantation lourde de logements sociaux qui risquent de transformer l'image touristique de la ville». Au secours, revoilà les pauvres en marcel. Impossible d'espérer une once d'élégance de la part de ces sociaux logés, même vêtus en polo imitation Ralph Lauren.

Tarte Tati

La pipe à Hulot, l'anti-retour

Grand émoi à Saint-Marc-sur-mer. Le gang des arracheurs de pipe a frappé une deuxième fois, encore plus vite que la première. Rappelons les faits : volée en juin 1997, deux jours après l'inauguration, la célèbre pipe de M. Hulot est replacée début juillet en grande pompe au bec de sa statue dominant la plage où fut tourné le film. Sept ans que le sculpteur du chef-d'œuvre, Emmanuel Debarre, attendait le retour de la pipe prodigieuse*. Or l'objet (qui doit être très convoité sur le marché

noir des fétichistes) a été dérobé quelques heures seulement après son inauguration. Sacré nom d'une pipe ! Mais dans leur précipitation, les gangsters l'ont carrément oubliée sur place. C'est un commerçant du quartier qui a retrouvé la précieuse bouffarde à moitié ensevelie dans le sable. Désormais, le morceau de pipe est jalousement conservé et sera probablement exposé à l'hôtel de ville. Une relique. L'office de tourisme espère un pèlerinage de Tati-fans pipolâtres.

* Lulu n°44, avril 2004.

LATULULULU?

• **ST-PROXIME, PATRON DU REMODELAGE** Ouest-France, le 29 mai 2004
Moins de fidèles, moins de vocations, moins de curés, et les curetons survivants hors d'âge. L'Église s'essouffle et se voit contrainte de remodeler ses circonscriptions. De 293 paroisses, le diocèse passe à 77 seulement. Mais l'évêque, Mgr Soubrier a fait un miracle. Ce n'est pas «un simple recadastrage», dit-il, mais le moyen de «créer une Église de proximité». Les paroisses plus vastes seront plus proximales. Un peu plus, il nous ferait croire que les anges sont transsexuels.

• **CROTTODROME MOBILE** Presse-Océan, le 26 mai 2004
Éternelle question des crottes dans les rues. Rezé installe sept «toilettes publiques pour quadrupèdes». Le langage administratif prévoit donc qu'on peut y mener déféquer ou uriner son zébu apprivoisé, ou sa girafe d'escalier... Deux canisites à crottes seront fixes, et les cinq autres «mobiles». Roulettes, coussin d'air, propulsion par moteur à explosion ou à voile, hélicoptère, on n'en saura rien. Mais il y a mieux, la première adjointe annonce «une distribution massive de sacs plastiques biodégradables aux propriétaires de chiens». Sachant qu'aucun spécialiste ne s'avance sur la durée utile à la dégradation naturelle d'un sac plastique, (deux cents ans, plus ?), il vaudrait sans doute mieux tabler sur la biodégradation anticipée des mères à chiens chiens. Une bonne vieille canicule pourrait suffire.

• **Y'A PAS PHOTO** L'Éclair, le 1^{er} juillet 2004
Depuis la loi Guigou sur la présomption d'innocence de l'an 2000, la presse ne doit pas montrer un prévenu arrêté les menottes aux mains. Alors, comble d'hypocrisie, la photo publiée exhibe le suspect le visage découvert (ici Michel Fourniret), mais en floutant les menottes. Comme si l'inavouable, caché mais parfaitement lisible, c'étaient ces bracelets entre flic et méchant. Vivement le retour du boulet de bagnard.

• **DOUSTE-BLAZIZI** Ouest-France et L'Éclair, le 2 juillet 2004
Un même évènement, une manif des directeurs et salariés des maisons de retraite. Dans les deux quotidiens, la photo est quasiment la même, à une seconde près et deux pas d'écart. Mais dans Ouest-France, les ciseaux ont coupé sous la banderole en premier plan, privant les lecteurs de l'avertissement au ministre : «Dousté Blazy, un jour tu auras besoin de nous pour te laver le zizi». Douste Blazy, c'est un gros mot à ne pas montrer à tout le monde.

• **SOUL LES APPLAUDISSEMENTS** La Baule +, n°4, juillet 2004
Un restaurateur baulois vante son ambiance jazz à swinguer les fourchettes du soir. Très fier de sa «chanteuse de saoul et de blues». Toujours mieux qu'une chanteuse de bourrée et de rap auvergnat.



Des pieds et des mains

Les Nègres amateurs d'art blanc

L'été dernier, grâce à des militants nantais, les Sénégalais ont accueilli une femme sans papiers. Vierge, à ce qu'il paraît. C'est important. La statue en bois de la maman présumée du petit Jésus a même été imperméabilisée «contre les orages». Alleluia ! Mais son visage n'a pas été repeint en noir pour faire couler locale. Les bigots du quartier de La Boissière, au nord de Nantes, ont expédié cette vierge par la mer. Avec cette bonne action humanitaire chez les pauv' blacks, la vie va changer à N'Diaganiao. Ce coin de brousse du Sénégal est désormais doté d'une indispensable grotte artificielle pour installer un très essentiel «chemin de croix en relief». Le ciment a été offert. Un moine a fait la caisse de transport de l'idole. Le trans-

fert jusqu'à Dakar a pu compter sur «la participation de la Marine nationale». Braves militaires ! Ils retrouvent la vieille alliance du sabre de marine et du goupillon missionnaire. «L'armée, ça coûte rien», dit Jean Guilbaud, qui a depuis plusieurs années installé chez lui un atelier de réparation de statues religieuses déglinguées. «Je refais des pieds, des mains, des nez», dit-il. La dernière retapée est donc partie dans la paroisse de «Niaga ch'sais plus trop quoi». Il collecte les vieilles bondieuseries : «Les objets de piété, nous on s'en débarrasse. Là-bas, ils adorent les mettre dans les maisons». Braves Nègres. Les voilà promus gardiens du centre de recyclage des crucifix au rebut.

* L'Éclair, le 27 janvier 2004.

LATULULULU?

• L'EUROPE FOLKLO

Chronique européenne, n°54, Juillet 2004

En mai dernier en Mayenne, on a célébré l'Europe. Un certain Pascal Lefèvre, «de la commission européenne du service de la task-force sur l'avenir de l'Europe» nous narre tout ça dans le rébarbatif magazine édité par la Région. Morceau de choix du rapprochement entre les peuples, les agitations de jambes du groupe folklorique Polonez, la Pologne étant «invitée d'honneur de cette édition». Accordéons, gilets brodés, bottes d'apparat, tabliers de dentelle. Pour les projets d'avenir, voyez avec les archives.

• ÂGE TRÈS MOYEN

Presse-Océan, le 28 juillet 2004

C'est l'été et chaque jour relate une visite de l'office de tourisme. Aujourd'hui la cathédrale. Le guide explique que les restaurations sont plus scientifiques qu'au XIX^{ème} où Viollet-Le-Duc «a commis des erreurs». Désormais, «les restaurateurs s'appuient sur des témoignages écrits ou même des photographies». Pas d'erreur. Grâce soit rendue aux détenteurs de bonnes dépositions sur parchemin médiéval authentique assortis de clichés gothiques en bon état.

• QUEEN LEAR

Match TV, le 8 août 2004

Dans son émission à la télé, Amanda Lear évoque Nantes, où, elle a «rencontré un garçon bodybuildé, super, d'ailleurs je le reverrais bien», et zappe du culturisme à la culture en évoquant Lola, «le film de Jacques Demille». Cécil B. doit se retourner dans ses deltoïdes.

Capture d'écrans

Cachez ce carpaccio que je ne saurais voir

Descente du FBI dans l'espace virtuel nantais, et censure mondiale immédiate. Nantes est vraiment devenu le centre du monde.

Les flics nantais n'ont qu'à aller se rhabiller. C'est le FBI himself qui est intervenu pour faire taire un site internet nantais et une vingtaine de ses cousins de par le monde. Pour la renommée nantaise, cet effet côte ouest policier fait classe ! Dans le collimateur, le réseau des sites Indymédia né en marge du sommet de l'OMC de Seattle en 1999. Ces IMC (Independent media centers) ne prétendent pas faire du journalisme mais gèrent une libre expression alter et libertaire, avec une autonomie site par site. En septembre, Indymédia Suisse publie un petit texte et la photo de deux policiers en civil prenant la pose. Des flics de la cellule anti G8 Genève avec les coordonnées personnelles d'un des deux, vite retirées du site. Mais le FBI s'est curieusement centré sur Indymédia Nantes, qui n'a jamais publié d'adresse perso, et a vite masqué les deux visages des Suisses sous le collage des trombones de Starsky et Hutch. La phrase finale du texte d'accompagnement, «il n'y a pas que le carpaccio comme plat qui se mange froid», pouvait suggérer une vague velléité de vengeance. Mais on ne ferme pas un site pour une phrase litigieuse, sinon tous les forums et chats seraient réduits au silence illico. Rackspace, l'hébergeur basé au Texas de ces sites internet aurait reçu une plainte du FBI agissant, selon eux, pour protéger les flics suisses par «pure courtoisie». Les Suisses ont pourtant porté plainte et déclenché à Genève une information judiciaire contre X. Timides, victimes de la proverbiale lenteur suisse, les confédérés helvètes ont été suppléés par les fédéraux américains. Les médiactivistes nantais ont d'abord cru à un canular. Mais à Seattle, un militant du site local d'Indymédia a reçu la visite prétendue fortuite de deux agents du FBI lui demandant de faire retirer les photos des deux collègues suisses. Finalement, l'hébergeur s'est allongé devant l'injonction policière, fermant le 8

octobre 2004, sans avertissement, vingt sites internet d'Indymédia dans le monde dont Nantes, Marseille, Nice, mais aussi Italie, Royaume-Uni, Pologne, Belgique, Portugal, Brésil...

Coup de poker menteur

Rackspace n'a fourni à Indymédia «aucune information concernant l'injonction» du FBI, qui se fonderait sur le Mutual legal assistance treaty permettant des procédures transnationales au service d'enquêtes sur le terrorisme international, le blanchiment et les kidnappings. Rien que ça. Mais la légalité de la démarche semble douteuse, puisqu'il a suffi à l'Electronic Frontier Foundation, une association américaine luttant pour la liberté d'expression sur le Net, de souligner ce caractère illégal pour que les serveurs soient restitués», note Indymédia Nantes qui rappelle la vague d'offensives du gouvernement fédéral des USA contre les médias indépendants : «En juillet, un membre d'IMC Chypre espionné par la CIA suite à la publication sur le site, de documents prouvant l'ingérence américaine dans le référendum sur la réunification de Chypre. En août, pression sur IMC New York avant la Convention républicaine, pour obtenir les identifications des fournisseurs d'accès aux Etats-Unis et aux Pays-Bas. En septembre, fermeture des stations radio communautaires à travers les USA par décision de la Commission Fédérale des Communications». La fermeture des sites constitue une censure internationale inédite de la liberté d'expression, sans cadre juridique très établi. Un genre de galop d'essai pour l'instauration d'un expéditif service policier mondial, assimilant les médias indépendants au terrorisme. Il est bon que la puissance yankee trouve à s'exprimer partout dans le monde. Les cow-boys sont grimpés dans le mirador.

Ronald Reecan



Escarmouchoir

La Vendée militaire refuse l'entrée de la Turquie

Les va t'en guerre de Vendée se battent contre des mouchoirs. Après l'expo, la réaction.

Deux siècles après les guerres de Vendée, les combattants ne désarment pas. Comme les temps sont plus calmes dans les chemins creux qu'au moment du soulèvement de l'Armée Catholique et Royale, il faut bien se dénicher quelque escarmouche et la faire passer pour une bataille d'importance. L'occasion a surgi cet été avec une expo d'art contemporain, au Musée de Cholet*, de juillet à décembre 2004. Scandale : une des œuvres, un assemblage de 2000 mouchoirs décorés par des gamins d'Istanbul et de Cholet, forme des rideaux cachant un peu les tableaux des généraux et chefs vendéens vénérés par les nostalgiques de ce grand moment réactionnaire. En fait, les tableaux ne sont pas du tout occultés, les tentures tombant deux mètres en avant. Il suffit de se faire un pas d'écart pour revoir les fiers héros blancs pourfendeurs de bleus. Aux cris de «Vive Dieu», «Vive le Roi» et «À mort la république», une poignée de manifestants investit en juillet le musée, exigeant le retrait du blasphème. L'artiste turque, Handan Börüteçene, consent à déplacer les mouchoirs pour apaiser les esprits. Les dits esprits n'en ont cure. Mélangeant tout, les premières attaques parlent de «voile islamique» pour qualifier le travail de l'artiste. Jacques Chauvet, artisan en chef du

tollé, dénonce «un coup monté depuis un an», une «provocation», et jure que l'affaire ne fait que commencer. Qualifié d'«identitaire», son site internet Troospeanet (anglicisation de trousse-pinette, un apéro vendéen pure souche) bat le rappel des troupes, et affûte la faux de la révolte contre la république. Avec le son de l'affûtage sur la page d'accueil, pour faire plus vrai. Au passage, cette bouffée réac attaque l'art contemporain, qu'elle appelle «moderne» : on peut être un peu déphasé, quand on reste imprégné de l'Ancien Régime, avec l'art sacré comme seule valeur. L'obscurantisme populiste explique que cet art d'aujourd'hui n'a pas sa place dans un musée d'histoire, vu comme un sanctuaire de leur mémoire bicentenaire. Devant ce sacrilège, et malgré la réinstallation assumée par l'artiste, les nostalgiques des guerres vendéennes demandent «réparation». L'association créée par les protestataires, dénommée «mouvement pour la mémoire et pour la paix» pour ne pas paraître trop va t'en guerre, est relayée par trois sites internet, Troospeanet, un site royaliste et un autre d'extrême-droite. Il faut bien ça pour se battre contre les mouchoirs.

Cath Linotte

* À l'épicentre de la «Vendée militaire», délimitant le fief des Guerres de Vendée.

BATAILLE DES MOUCHOIRS L'INVASION TURQUE BLOQUÉE À CHOLET



Pommes dauphines Remiss de peine

Catastrophe au rayon Potiches. Sous la houlette de l'indéboulonnable Geneviève de Fontenay, l'élection de Miss Bretagne canal historique devait être une fête de la plastique féminine, glorifiée en maillot de bain et robe du soir. Mais les canons de la beauté mis en batterie ont tonné avec un bruit de pétard mouillé. D'abord, deux tricheuses : deux candidates avaient un peu dopé la toise et revendiquaient une hauteur sans talons au-dessus d'1,72m, ce qu'elles n'atteignaient pas. Pfff ! Virées, les menteuses, pourtant présélectionnées. Deuxième grincement de dents au pays du sourire éternel : les élections ont été trafiquées. Oui, mais légalement, disent les organisateurs. Dans la salle de tennis de Carquefou reconverte le 4 septembre à l'évaluation de chair féminine, le choix du public de la salle compte pour du beurre allégé. L'applaudimètre des fan-clubs rameutés pour soutenir les poupées Barbie bretonnes a été négligé par le jury et le Comité miss France, qui ont tranché pour virer du haut du classement les candidates trop

ovationnées. Le maire de Carquefou n'a pas aimé. Ecœuré par le procédé, il a quitté la salle ostensiblement avant la proclamation des résultats. Ah mais ! On envisage un recours devant la cour européenne des droits du podium.

Blague à deux vannes L'Office de tourisme force sur la limonade

La dernière plaquette de l'Office de tourisme de Nantes vante une ville étonnante, foisonnant de concerts et d'expos de jeunes artistes «dans les cafés de la ville, dans un blockhaus ou quelque endroit encore plus improbable. Citons par exemple Le Flesselles, véritable institution du microcosme branché, qui a connu et accompagné depuis vingt ans toutes les évolutions musicales et plastiques». On croyait Le Flesselles tendance bobo-tiroir caisse. Erreur, c'est un «endroit improbable», un phare des musiques actuelles et de l'art contemporain. Une véritable oasis de l'esprit.

Passage à l'acte

L'insoutenable légèreté du maître

Jugé sans honneur ni probité ni délicatesse pour trois mois, le notaire de Vieilleville est au piquet, privé d'étude.

Pauvre notaire. Il en a subi. D'abord cafté par son comptable pour malversations à son étude. Puis une enquête de la Chambre des notaires, et des investigations de la police judiciaire. Pour finir traîné devant la justice le 7 septembre, pour avoir «*enfreint les règles de la probité, de l'honneur et de la délicatesse*». Me Roger Bodiguel a été condamné à trois mois d'interdiction d'exercer sa noble fonction. Quelle honte. Lui qui en 2003 n'a piqué sur les comptes de ses clients que 18 616 euros pour rembourser une dette d'un certain Sauvion, qui se trouve par hasard être le beau-père de la propre fille du notaire. Un geste de prévenance et de préférence familiale tout à l'honneur du notaire de Vieilleville, qui a dû rembourser. La justice a retenu que cette légèreté n'était pas une première, un fonds clients a été aussi allégé en 1995 : à sa mort, une vieille cliente du notaire avait légué 150 000 F à la «*Fondation*

de la maison de la gendarmerie» à Paris, qui s'était fait estamper de 85 000 F par le brave notaire, captant de quoi faire un prêt à des amis restaurateurs. Le notaire doit être un peu désordonné, il a égaré des documents : aucune trace de remboursement n'a été retrouvée. Outre ce détournement, remboursé aux gendarmes 8 ans après quand ça sentait le roussi, Roger Bodiguel s'est fait pincer pour une autre embrouille. En 2002, le notaire se désigne lui-même comme exécuteur testamentaire d'un papy client, avec une belle commission au passage. Formellement interdit dans la corporation. «*Je n'avais pas vérifié les textes*» a-t-il prétendu, penaud, aux juges. Un aveu rassurant, pour un officier ministériel, dûment assermenté, tout acquis à la confiance de ses clients. Tout ça s'appelle des «*manquements aux devoirs de la profession*», quand on parle l'euphémisme sans peine. Il y a aussi quelques mensonges, dis-

simulations grossières aux intentions suspectes et des tripotillages de comptes utilisant les fonds bloqués de ses clients pour régler les problèmes du beau-père de sa fille, dont il est aussi le notaire. Sans faire marcher l'assurance de l'étude prévue pour ces aléas et en mélangeant compte en banque perso et compte de l'étude. Les ennuis du notaire ne s'arrê-

tent pas forcément là. Comme entre-temps, il a jeté comme un malpropre le comptable qui n'a pas voulu couvrir ses manigances, les prud'hommes jugeront si le licenciement est abusif. Mais une autre enquête est en cours, s'intéressant à l'acharnement contre son ex-salarié de 25 ans. Ce qui risque de valoir d'autres rendez-vous judiciaires, au pénal, cette fois. Les plaintes

contre X visent menaces, lettre anonyme, un cambriolage très orienté, qui n'a chipé qu'un dossier sur les micmacs de l'étude, un harcèlement confié à un détective privé commandité par Me Bodiguel. L'enquête vise même une tentative de meurtre. Le notaire qui ne manque pas d'air en a pris bonne note.

Jean Brouille



Passages à l'acte

Un hôtel sous une mauvaise étoile

Le même notaire n'avait pas fait l'école hôtelière. Il avait juste une formation supérieure de ni vu ni connu j't'embrouille.

On ne peut pas toujours dire du bien de ces hommes de confiance que sont les notaires. En 1992, Françoise Choplin achète la totalité des parts de l'Armoric hôtel, établissement une étoile de 40 chambres, près de la mairie de Nantes. Elle suit le conseil de Me Roger Bodiguel, rachète les parts sociales plutôt que le fonds de commerce, et loue donc les murs. Elle lui fait confiance. Elle n'aurait pas dû. Le notaire joue sur plusieurs tableaux, au centre des transactions diverses autour de cet hôtel. Bodiguel rédige les actes, tout en étant conseil de l'ensemble des parties. Enfin conseil, c'est vite dit. Il estampera même un des deux propriétaires, le beau-père de sa propre fille (voir ci-dessus). La belle construction du notaire s'est écroulée comme un château de cartes biseauté. Françoise Choplin a contracté un prêt pour acheter l'hôtel. Elle découvre 3 semaines après qu'elle a aussi racheté 150 000 F de dettes cachées du précédent exploitant. L'hôtel marche pourtant bien, rempli à 75 %, l'office de tourisme envoyant du monde. En 1994, elle veut faire un embellissement et redemande le classement une étoile. Là, elle découvre que l'hôtel n'est pas aux normes de sécurité, que des travaux importants sont à faire, surtout l'installation électrique. La même commission de sécurité avait déjà prescrit ces mesures deux ans avant l'arrivée de Françoise Choplin, mais personne ne l'a prévenue. Les propriétaires des murs, qu'elle a dû assigner en justice, refusent pourtant de faire ces travaux.

Contre toute attente, la justice leur donne raison en première instance. La Ville de Nantes fait donc fermer l'établissement qui n'a pas pu se mettre en conformité. L'hôtelière est piégée, mise en liquidation judiciaire en octobre 1996. Évidemment, ne pouvant exercer son activité, elle ne peut rembourser son emprunt. Depuis, elle a plutôt eu gain de cause, mais trop tard. En 1998, les propriétaires sont condamnés, le jugement leur imputant tout le passif de la liquidation judiciaire de l'Armoric et le remboursement à Françoise Choplin de l'achat des parts sociales. Elle n'a jamais pu récupérer les sommes qu'on lui doit. Et on retrouve le notaire au centre de ces sommes gelées. Elle lui réclame 842 873 euros

pour les divers préjudices subis, dont la tromperie sur l'état de l'hôtel, l'existence et le montant des remaniements de sécurité à effectuer impérativement. Ce que le notaire savait pertinemment puisqu'il avait établi les actes des deux ventes antérieures du même hôtel. Devant la justice, le notaire de Vieilleville reconnaît piteusement aujourd'hui que pressé par le beau-père de sa fille, il a «*multiplié les erreurs*». En langage feutré de notaire, ça veut dire des manipes pas nettes. Des fautes professionnelles. Battez tambours, sonnez tromperies. Mais il ne faudrait pas étriller le notaire déchu. Qu'on lui laisse au moins de quoi se payer une chambre d'hôtel.

Bernard Moric

Où le batz blesse

Promo pour la Wehrmachtothèque

C'est nouveau. L'histoire n'aurait de beauté, et donc de vertu que dans ses échappées imaginaires. Le comité départemental du tourisme publie* un encart de pub vantant le musée du Grand blockhaus de Batz-sur-mer, monté par deux frères idolâtres des vestiges guerriers de l'Occupation, ici présentés comme «*passionnés d'histoire*», escamotant les fréquentations d'auteurs d'extrême-droite, du temps où ils tenaient la librairie parisienne Heimdal. «*Entre reconstructions vivantes (grandeur nature), maquettes et salles vidéo, l'histoire y est présentée sous un angle humain, laissant la part belle à l'imagination et donc à l'émotion*» dit le texte de la pub. Le texte promotionnel conclut que «*la visite allie pédagogie et humanité*» est «*à vivre impérativement en famille*». On attend un jumelage pédagogique avec le futur musée des forces américaines à Bagdad, à vivre impérativement en famille. Ou au moins avec les survivants.

* Presse-Océan, le 25 septembre 2004.

** Voir Lulu n°14 (sept 1997) et 23-24 (été 1999).

Ont œuvré à ce numéro : Fred Crayon, Romain Jallais, Onc'Pim, Archibald Aquin, Pich, Frap, Nicolas de La Casinière, Minou Brouet, Jules de chez Smith. Mise en page : Nathalie Brodin. Directeur de Publication : Nicolas de La Casinière. Producteur : en fuite. N° ISSN : 1270-4911- N° CPPAP : 77122AS. Dépôt légal à parution. Merci à Com'Dab' pour tout. Flashage : Western Press Ltd. La Lettre à Lulu est éditée à 4000 ex. sur papier recyclé par LNG pour La Lettre à Lulu, asso 1901, 11 rue des Olivettes, 44000 Nantes. E-mail : contact@lalettrealulu.com. Toutes les archives du journal (sauf le dernier numéro) sur <lalettrealulu.com>.

Date d'expiration

Plus on respire, moins on vit

Il y avait le pastis 51 avec alcool. Il y a maintenant le «51 jours de moins» avec air vicié. Les chercheurs insistent. Ça se finit toujours pas bien.

Tous à vos bombes à oxygène ! L'Institut de veille sanitaire vient de porter un coup à l'espérance de vie d'un bon demi-million de personnes. Une étude parue début octobre donne 51 jours de moins aux Nantais en 2067 si la pollution atmosphérique se maintient telle qu'elle est. Plus positivement, elle prédit jusqu'à 51 jours de vie en rab, si la qualité de l'air gagne 25 % de mieux tout de suite, sans rien reperdre jusqu'en 2067. On respire un peu. Le calcul vaut pour ceux qui ont plus de 30 ans en 1999 et donc supposés atteindre 99 ans en 2067. Pour étudier les variations d'espérance de vie, on raisonne à partir de ceux qui, vu leur âge, ont des chances de mourir pendant la période. Évidemment, le bon sens fait se douter que plus on dépouille moins longtemps, moins c'est plus mieux pour les poumons. Jusqu'en 2033, après 34 ans seulement du régime allégé d'un quart de la pollution, c'est seulement 8 jours de gagnés. On le savait : la pollution atmosphérique n'est jamais inoffensive. Sous aucun seuil. Mais les chercheurs voulaient en savoir plus. Jusqu'ici, dans l'Ouest, des études d'exposition à la pollution ambiante, menées à Rennes, Nantes et Le Mans, ont analysé les effets d'exposition pendant un jour

de pollution, pas plus. Décès en avance, admissions à l'hosto pour pépins cardiovasculaires et respiratoires, il y avait déjà de quoi s'inquiéter mais un jour seulement, était-ce bien raisonnable ? À raison de 14 000 litres absorbés chaque jour par nos poumons, l'air vicié de nos villes devait avoir des effets de plus long terme. Déjà, sur le papier, les «*décès anticipés et admissions hospitalières pour motifs cardiovasculaires et respiratoires*» qui ne touchent par définition que les macchabées, sont remplacés par l'espérance de vie qui touche tout le monde. C'est plus démocratique. Même si Nantes a ses vents dominants «*propices à la dispersion des polluants*», un épidémiologue et deux têtes des Directions régionales des Affaires sanitaires et sociales des Pays de la Loire et de Bretagne ont montré que ça craignait, à la longue. L'Institut de veille sanitaire a validé cet avis. Et encore, ce n'est qu'une «*estimation minimale du réel impact sanitaire attribuable à la pollution atmosphérique*». Heureusement, le plan régional sur la qualité de l'air, et un plan spécifique pour Nantes et l'estuaire doivent nettoyer l'air. En attendant, on peut aussi tenter le record de 63 ans en apnée.

Archibald Aquin

Abonnement 20 € = 10 numéros

Nom : Chèque à l'ordre de
Prénom : La Lettre à Leuleu,
Adresse : 11 rue des Olivettes,
44000 Nantes